

Un siècle de racisme anti-algérien



L'ami Nedjib Sidi Moussa nous a fait parvenir le texte de cette intervention, prononcée le 18 octobre 2025 dans les locaux de l'association Africa 93 à La Courneuve. Qu'il en soit remercié et bonne lecture !

Dans le contexte de la « crise franco-algérienne », qui est d'abord une crise franco-française, un mot, nouveau en apparence, a fait son apparition dans le débat public : « algérophobie ». Ce terme a été employé, le 15 janvier 2025, par le député de Seine-Saint-Denis Bastien Lachaud (LFI) lors d'une séance de questions au gouvernement à l'Assemblée nationale : « Vous stigmatisez des millions d'Algériens, de binationaux, de Français d'origine algérienne. (...) En réalité, c'est l'algérophobie qui est votre rente politique. » Au même moment, ce mot est utilisé dans la presse algérienne de langue française, comme l'illustre l'article de Mahmoud Benmostefa intitulé « Bruno Retailleau : haine, amateurisme et algérophobie » (*Le Jeune indépendant*, 12 janvier 2025). Pourtant, le mot « algérophobie » ou l'adjectif « algérophobe » avaient un sens tout à fait différent au XIX^e siècle, période de sa première utilisation dans la presse française. On le retrouve dans *Le Charivari* (26 juin 1836) ou dans *L'Écho français* (16 avril 1841) qui désigne également comme « anti-algériens » les opposants à l'occupation française de l'Algérie. Cependant, après être tombé en désuétude, le mot prendra sa signification actuelle au cours du XX^e siècle, sans toutefois connaître de diffusion massive.

Le phénomène qui nous intéresse aujourd'hui est le racisme anti-algérien, en particulier celui dirigé contre les travailleurs établis en France dont nous trouvons les premières dénonciations, il y a un siècle, par la plume de militants anticolonialistes, de sensibilité marxiste ou libertaire. Je précise qu'il ne s'agit pas de l'ensemble des préjugés hostiles aux autochtones dans la colonie algérienne – qui mériterait une étude en soi – même s'il existe des liens évidents entre les deux. Ajoutons qu'à cette période on ne parle pas de « racisme » mais plutôt de « préjugé de race » ou de « haine de race ». En effet, les mots « racisme » et « raciste » feront leur apparition dans la presse de gauche pour désigner d'abord les mouvements réactionnaires dans l'Allemagne des années 1920 (voir *Le Populaire*, 8 avril 1924 ou *L'Humanité*, 6 mai 1924).

Faisons donc un voyage dans le temps et lisons Abdelkader Hadj Ali (1883-1957), alias Ali Baba. Dans *Le Paria* (1^{er} janvier 1924), ce militant communiste décrit, dans « Paris... Ville lumière ! », le sort réservé à ses compatriotes prolétaires :

« [...] Les sidis, les “héros de Charleroi”, ceux qu’on avait encensés de louanges, ceux qu’on avait couverts de fleurs pour leur bravoure ou plutôt pour la docilité avec laquelle ils se laissaient massacrer sur les champs de carnage de la Marne et de l’Yser, ne furent plus que des vulgaires bicots, la vermine qu’on exploite ».

À la même période, l’anarchiste Slimane Kiouane (1896-1971) écrit dans *Le Libéraire* (7 février 1925) l’article intitulé « Les sidis à l’opinion publique ». On y lit :

« Nous quittâmes donc notre terre natale, laissant femmes, enfants, vieux parents et amis espérant plus de bien-être en France. Hélas ! l’erreur fut grande, car nous eûmes l’opinion publique française contre nous.

Au lieu de nous aider par une fraternité à supporter notre souffrance, notre misère en ce pays, elle se rit cyniquement de nous et c’est d’un air de dégoût qu’elle nous appelle les “Sidis”. »

Mais il serait injuste de ne pas mentionner deux autres figures importantes de cette génération pionnière : Abdelaziz Menouer (1893-?) et Mohamed Saïl (1894-1953). Au cours de l’année 1924, l’un comme l’autre attirent l’attention sur le traitement spécifique réservé aux travailleurs algériens dans la métropole dont le nombre s’accroît. Abdelaziz Menouer – alias El Djazaïri – écrit pour *Le Paria* (septembre 1924), l’article « Une agence de l’indigénat à Paris » dans lequel il dénonce la « presse prostituée » au colonialisme ou les « torchons de la finance et de l’industrie » qui « vocifèrent des appels de haine ». Le militant communiste cite en particulier les cas de Clément Vautel, comparé à un « clown », et de Bernard Gervaise, qualifié d’ « imbécile ». Mais qu’ont-ils fait pour mériter cela ? Pour sa part, le chroniqueur et romancier conservateur Clément Vautel (1876-1954), né en Belgique mais naturalisé français, écrit dans *Le Journal* (27 juillet 1924), en première page :

« Un tas de Sidis, tous plus Mahommed les uns que les autres, jouent du couteau non seulement entre eux – ce ne serait rien encore – mais aussi avec des “roumis” qui, le plus souvent, n’ont pas recherché ce genre de distractions.

Le Dépôt est rempli de Mohammeds ben Mohammed... Impossible de les distinguer les uns des autres. »

Bernard Gervaise (1881-1960) publie quant à lui, en « une » de *Paris-Soir* (20 août 1924), un article intitulé « Le péril multicolore ». Son texte se fait l’écho, non sans ironie, de la contestation dans les possessions européennes, avec une délectation aussitôt nuancée :

« À moins, à moins que l’agitation qui fermente dans les divers domaines coloniaux soit le prélude d’un vaste soulèvement contre la domination du conquérant blanc, sans distinction de nationalité et qu’un de ces jours la vieille Europe se voie obligée de faire bloc pour lutter une fois de plus pour la Civilisation contre la Barbarie... »

Toutefois, l’article d’Abdelaziz Menouer vise surtout le projet de Pierre Godin (1872-1954), conseiller municipal parisien et ancien sous-préfet de Médéa, destiné à créer un Service de surveillance et de protection des indigènes nord-africains – une « police d’exception » qui sera inaugurée en 1925. El Djazaïri n’y voit guère plus qu’un « bureau de répression contre les ouvriers nord-africains » qui deviendrait « la nouvelle annexe de l’ignoble “Indigénat” au sein même de la ville lumière », l’indigénat désignant le régime administratif et la condition spécifique réservés par le système colonial aux autochtones assujettis – les « indigènes ».

C’est ainsi que Mohamed Saïl dénonce, dans un article paru dans *Le Libéraire* (25 avril 1925), l’installation d’« une commune mixte à Paris ». Cette ex-

pression correspond à une circonscription administrative en vigueur dans la colonie algérienne et que les immigrés retrouvaient dans la métropole selon le militant anarchiste :

« Et si enfin les Algériens de France se montrent un peu remuants, s'ils se syndiquent et s'ils veulent améliorer leurs conditions et celles de leurs camarades, la commune mixte de Paris est là, avec son administrateur, son adjoint, son caïd, ses cavaliers et son indigénat, pour les remettre bien vite à la raison. »

Il faut bien comprendre que les travailleurs algériens n'étaient pas traités, au plan administratif, de la même façon que les autres travailleurs immigrés précisément parce qu'ils arrivaient d'un territoire officiellement français. Mais la campagne de haine dont ils sont alors victimes s'explique *a posteriori*, selon Abdelaziz Menouer (« Les travailleurs coloniaux et le chômage », *La Vie ouvrière*, 24 décembre 1926), de la façon suivante :

« On s'était servi du crime de la rue Fondary pour mener une campagne de calomnies contre les Sidis. On leur trouva des vices, des maladies, on fit tout pour dresser l'opinion ouvrière contre eux. »

Le militant syndicaliste fait ici référence au double féminicide perpétré, le 7 novembre 1923, dans le XV^e arrondissement de Paris, par un immigré algérien, sans abri et sans travail. Or, Abdelaziz Menouer explique que l'émoi suscité par cette sordide affaire devait aussi servir de prétexte pour accentuer la surveillance et la répression des ouvriers algériens :

« On marquait par-là l'effroi causé à la bourgeoisie, par la participation des Nord-Africains au mouvement révolutionnaire : adhésion aux syndicats, attitude intransigeante dans tous les conflits, tenue de meetings grandioses, etc., et l'on justifiait aussi les terribles mesures de répression qu'on voulait appliquer : suppression de la liberté de voyage, contrôle de l'émigration, constitution d'un vaste service de police politique. »

Cependant, les « premiers concernés » ne sont pas les seuls à dénoncer la situation qui leur est faite. En effet, des militants – et des militantes – de France s'emparent également de cette question, à l'instar d'Yvonne Suiram (« À propos des Algériens », *Le Libertaire*, 28 septembre 1924) qui dénonce, d'une part les préjugés qui stigmatisent les « indigènes algériens » considérés comme étant « sales », « paresseux », « féroces et sanguinaires ». Mais la militante anarchiste brocarde également une hypocrisie bien française en la matière :

« Oui, camarades, nous protestons contre les Américains, qui ne veulent pas admettre les Noirs dans les lieux publics : transports en commun, théâtres, etc., et nous, habitants d'un pays qui a la réputation d'être hospitalier et accueillant à tous, nous maltraitons ceux que nous avons attirés chez nous en leur promettant le bien-être qu'ils ne peuvent plus trouver chez eux depuis que nos généraux assassins sont allés porter la civilisation à coups de fusil et de canon. »

Au cours de la décennie suivante, Magdeleine Paz (1889-1973) consacre une série d'articles aux « coloniaux de Paris » – à savoir les travailleurs marocains et algériens – parue dans *Le Populaire* (du 3 au 19 avril 1938). La journaliste et militante socialiste écrit, dans l'épisode intitulé « Le peuple des hommes seuls » (18 avril 1938), ces lignes saisissantes :

« D'un bout à l'autre de l'année, tout semble fait pour leur rappeler qu'ils ne sont pas comme les Français qui les entourent. Mais inférieurs aux plus déçus, mais à part dans l'humanité, au plus bas degré de l'échelle. »

Après la Seconde Guerre mondiale, on retrouve de façon régulière des articles sur le même thème dans la presse ouvrière et révolutionnaire de France. Dans *L'Humanité*, Louis Vautier (1904-1981), dirigeant communiste de la Seine, publie le 29 septembre 1949 l'article « Campagne raciste contre les Algériens »

qui dénonce « une campagne bien orchestrée contre les Algériens vivant dans la région parisienne, que l'on rend, comme le baudet de la fable, responsables de tous les maux : agressions, vols ou autres actes de gangstérisme. »

Cet ancien déporté à Buchenwald dénonce la responsabilité de grands titres de presse comme *Le Monde* ou *France-Soir*, et mentionne, en particulier, Henry Bénazet qui avait publié en « une » du quotidien de droite *L'Aurore* (13 septembre 1949) la chronique « Le délicat problème de l'immigration nord-africaine » qui met en lumière les obsessions des conservateurs :

« Imaginer que les Musulmans puissent, comme le font par exemple si bien les Italiens, voire les Polonais, s'adapter à la campagne française, c'est tout ignorer de l'Islam, religion tyrannique, exclusive, qui, contrairement à certaines assertions, N'A RIEN PERDU, AU MOINS DANS LES MASSES, DE SON EMPIRE. Mettons-nous bien dans la tête que, selon la juste remarque déjà séculaire de Bugeaud, les sectateurs du Prophète demeurent dans leur immense majorité INASSIMILABLES. »

Dans *La Vérité* (première quinzaine d'octobre 1949), Rudolph Prager, alias A. Duret, publie l'article « Les criminels ne sont pas les Nord-Africains mais le colonialisme » qui dénonce à son tour cette « immonde campagne » qui trouverait des échos jusque dans les quotidiens de gauche *Combat* et *Franc-Tireur*. Le militant trotskiste, né à Berlin, fait sans doute allusion aux faits divers impliquant des immigrés algériens relayés dans les pages des journaux sociaux-démocrates ainsi que l'attestent ces titres : « Rue du Faubourg Montmartre 4 heures du matin : un boxeur algérien abat deux repris de justice » (*Combat*, 3 mai 1949) ou encore « L'Algérien meurtrier de la rue de la Charbonnière est arrêté » (*Combat*, 6 juin 1949).

Pourtant, c'est bien dans *Franc-Tireur* (du 11 au 21 avril 1950) que l'écrivain et journaliste Michel Collinet (1904-1977) publie une enquête sociale en huit épisodes sous le titre « Les parias de Paris » et dont l'introduction souligne la mécanique raciste :

« Il y a quelques mois, une certaine presse, pour rompre le désœuvrement des mois d'été et retrouver des lecteurs, inventa le Nord-Africain agresseur d'honnêtes promeneurs, violeur de jeunes filles, le Nord-Africain véritable « danger public », venu exprès en France pour piller et tuer !

Le procédé était facile : il suffisait chaque jour d'épingler les quelques délits où se trouvaient des noms arabes, en taisant les centaines de délits analogues commis par des escarpes qui ne nous viennent pas d'Afrique du Nord.

En Allemagne, et en France sous l'Occupation, la presse nazie avait voulu nous habituer à considérer les juifs comme des vampires. On a voulu recommencer avec les Nord-Africains. »

Quelques mois plus tard, le militant socialiste poursuit son analyse dans l'article « Les travailleurs nord-africains à Paris » (*La Révolution prolétarienne*, septembre 1950) qui met en exergue la condition spécifique du prolétariat algérien dans la capitale :

« Aujourd'hui, les Algériens – et dans une certaine mesure les Nord-Africains en général – forment un sous-prolétariat sans défense, pour qui n'existent ni égalité de droit avec leurs camarades français ni égalité de condition. »

L'année suivante, en 1951, la presse progressiste s'indigne de la « chasse aux Algériens » (*L'Observateur*, 13 décembre 1951) ou « gigantesque rafle au faciès » (*Droit et Liberté*, 14 décembre 1951), selon Albert Lévy (1923-2008). Le cofondateur du Mouvement contre le racisme, l'antisémitisme et pour la paix

(MRAP) et ancien résistant proteste contre les arrestations de milliers d'Algériens opérées le 8 décembre 1951 lors d'un meeting interdit du Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques (MTLD) au Vél' d'Hiv :

« Opération raciste par excellence. Et qui s'est déroulée à une échelle jamais atteinte encore dans le Paris de la Libération, et même dans Paris occupé, au temps où étaient visés, non pas les immigrés d'Afrique du Nord, mais les juifs. »

Quelques mois auparavant, le MRAP avait déjà dénoncé les « rafles de Nord-Africains au faciès » (*Droit et Liberté*, 6-12 avril 1951) à l'occasion du meeting du 1^{er} avril 1951 à la Mutualité interdit par les autorités et pointé des forces de l'ordre comparées à la Gestapo :

« Ce promeneur avait la peau mate, les yeux sombres, les cheveux noirs. Il a été repéré "au faciès". Il a été décrété Nord-Africain. C'est pour cela qu'on l'emmène au poste. Ainsi, sous l'Occupation, étaient "embarqués" les juifs victimes des brigades "spéciales". »

Un an plus tard, en 1952, l'intérêt de la presse progressiste se confirme à travers la publication du reportage photographique de René Maratrat « Comment vivent les 130 000 Nord-Africains de Paris ? », paru dans l'hebdomadaire *Regards* (15 février 1952).

De son côté, Louis Odru (1918-2004), conseiller de l'Union française et ancien résistant, fait paraître dans *L'Algérien en France* (octobre 1952) – mensuel édité par le Parti communiste français (PCF) – un reportage sur la situation qui prévaut à Hayange. Cette cité ouvrière est traumatisée par le viol et l'étranglement d'une fillette de neuf ans qui donne lieu à « une abominable campagne raciste contre les travailleurs nord-africains » et à « une véritable battue, une chasse monstre aux Nord-Africains » dans la nuit du 31 août au 1^{er} septembre 1952. En effet, la police désigne rapidement le suspect numéro un : Ahmed Ben Mohamed, un Nord-Africain arrêté au camp de Daspich. Pourtant, le véritable coupable n'est autre que Pascal Nigro, placeur au cinéma Dux où ce crime sordide a été perpétré.

Au cours de la même année, les voix d'immigrés algériens se font entendre dans la presse progressiste. Ainsi, Idir Amazit (1925-2012) publie dans *Le Libertaire* (11 avril 1952) « Le calvaire des Nord-Africains ». Ce militant du Mouvement libertaire nord-africain (MLNA) et ancien membre de l'Union démocratique du manifeste algérien (UDMA) fait le procès des « brimades racistes éhontées de la police » mais aussi de « cette permanente campagne de presse », sans oublier le racisme ordinaire dont il donne un exemple à travers un tract émanant d'un certain « Comité de défense du voisinage » du 18^e arrondissement qui se conclut de la sorte : « Paris est pourri de "Nord-Africains !" ».

Si les discriminations font partie intégrante de l'expérience migratoire, *Droit et Liberté* (11 janvier 1952) laisse entendre une autre tonalité, avec le témoignage de Boukelif Hafaid qui déclare : « J'ai rencontré en France le racisme... mais surtout la solidarité humaine. »

Pourtant, cet optimisme est mis à rude épreuve par le massacre du 14 juillet 1953 au cours duquel la police parisienne tue sept manifestants, dont six Algériens, regroupés dans le cortège du MTLD. Cette tuerie suscite l'émotion de la presse démocratique et ouvrière : *Franc-Tireur* (15 juillet), *L'Humanité* (15 juillet), *Le Libertaire* (16 juillet), *L'Observateur* (16 juillet), *Le Droit de vivre* (20 juillet), *Perspectives ouvrières* (juillet-août), *Droit et Liberté* (septembre)...

Dans une lettre publiée par *Le Monde* (19-20 juillet), Albert Camus (1913-1960) pointe le cynisme du gouvernement qui a « ouvert une information

contre X pour violences à agents ». L'écrivain ajoute que « les victimes du 14 juillet ont été un peu tuées aussi par un racisme qui n'ose pas dire son nom. »

Si la sanglante répression de Paris met en lumière le racisme anti-algérien – en particulier celui de la police –, le phénomène est mis en évidence tout au long de l'année 1953, notamment par la journaliste et romancière Dominique Desanti (1919-2011) qui publie deux articles dans *Démocratie nouvelle*, un mensuel édité par le PCF : « Procès raciste à Valenciennes » (juillet 1953) et « Algériens en France » (septembre 1953).

L'Algérien en France publie des articles ou témoignages, non seulement sur le « racisme policier » (septembre 1953), mais aussi sur les pratiques discriminatoires de patrons de cafés assimilées aux « méthodes dignes des gangsters du Ku Klux Klan américain » (octobre 1953) par Camille Denis (?-2008), conseiller municipal de Paris et ancien déporté à Rawa Ruska. Le mensuel donne des exemples à Paris – « Le Cluny » (novembre 1953) ou « Dupont-Parnasse » (janvier 1954) –, mais également à Lyon (septembre 1954). De plus, le journal communiste se fait l'écho du racisme patronal sévissant, par exemple, à la Société chimique et routière de Gironde (décembre 1953) ou aux Grands Travaux de Marseille de Saint-Fons (avril 1954).

Cependant, le PCF n'est pas la seule organisation qui dénonce le racisme anti-algérien en France. En effet, le MTLD, qui est alors le principal parti indépendantiste, regroupe plusieurs milliers de militants dans l'immigration ouvrière. Son organe, *L'Algérie libre*, traite de cette question, notamment au plan culturel, comme en témoigne l'article « Cinéma et racisme » (24 février 1951) qui, tout en soutenant l'interdiction du film de propagande nazie *Le Juif Süss* (1940), s'indigne de la diffusion, en France, de plusieurs œuvres jugées « anti-arabes » comme *Manon* (1949), *Au Grand Balcon* (1949) et *Demain nous divorçons* (1951).

La même année, le même journal publie « Scandale raciste à Lyon » (8 septembre 1951) dans lequel Aziz Sahraoui écrit : « Le racisme émigre jusqu'en France à la poursuite des Algériens qu'il traque partout. » Les exemples ne manquent pas : Lyon, Marseille, Carvin... Tout comme la riposte des travailleurs algériens qui protestent par des grèves, des pétitions, des tracts ou des comités initiés en liaison avec les organisations ouvrières et démocratiques de France.

Dans « Racisme infâme », *L'Algérie libre* (3 novembre 1951) reproduit l'extrait d'un tract diffusé dans le 18^e arrondissement de Paris qui dénonce l'« invasion » nord-africaine :

« Quand le gouvernement prendra-t-il une décision pour les chasser chez eux, ces parasites, ces assassins, ces criminels, sans travail, sans scrupule, mais détenteurs d'une bien triste mentalité ? »

Quelques mois avant le massacre du 14 juillet, le journal se fait l'écho, dans « Les semeurs de haine » (5 mars 1953), du refus de cafetiers parisiens de servir les clients nord-africains dans le quartier des Halles ou à Montparnasse avec la complicité de la police. Plus tard, l'organe du MTLD publie « Les sanglants incidents de Chaumont » (11 septembre 1953) consacré à la mort de Messaoud Dafi, « tué par la police », à la suite de la répression de la grève déclenchée le 27 août par les employés de l'entreprise Avogadri, qui se traduit par plusieurs dizaines de blessés.

À quelques mois du déclenchement de l'insurrection armée [en Algérie], il est constatable que le racisme anti-algérien est au moins aussi enraciné en

France que l'est l'immigration algérienne elle-même. Après le 1^{er} novembre 1954, nous entrons dans une nouvelle phase, celle du « racisme de guerre ». La montée aux extrêmes, les violences faites au peuple algérien ou les attentats ciblant des civils ne font qu'exacerber une hostilité multiforme qui trouve sa source dans la conquête coloniale, s'appuie sur le mépris de classe et se trouve des justifications civilisationnelles. Au début du conflit, l'orientaliste Maxime Rodinson publie dans *La Nouvelle Critique* (juin 1955) un article intitulé « Racisme et civilisation » qui démonte les méthodes de la presse capitaliste et sa volonté de détourner « les colères latentes » de son lectorat sur un bouc émissaire tout trouvé :

« On a insisté, par exemple, sur le moindre délit dont a été auteur un Nord-Africain, réussissant dans une certaine mesure à créer et à diffuser un "stéréotype" de l'Algérien, prompt à se servir du couteau et du rasoir, criminel dans l'âme, danger permanent pour les paisibles Français d'origine gauloise. En fait, les statistiques policières officielles montrent que la criminalité nord-africaine est proportionnellement moindre que la criminalité des métropolitains. »

Le climat se détériore pour les immigrés algériens. Dans *Droit et Liberté* (mars 1961), Pierre Renier publie « Des "ratons" et des hommes », qui dresse un parallèle entre la situation faite aux juifs sous l'occupation et celle faite aux Algériens, assimilés aux populations indésirables :

« Je m'étonnerai simplement du fait que la ségrégation, au mépris de tous les textes législatifs, est officiellement pratiquée dans les hôpitaux, les asiles de nuit et les prisons. Je demanderai également pourquoi, dans certaines villes, les Algériens, sous peine d'être raflés et emmenés de force au commissariat, sont contraints de se présenter mensuellement à la police qui leur délivre un certificat valable jusqu'au mois suivant. C'est un privilège qu'ils partagent avec les filles de joie et les interdits de séjour ! »

La Voix du travailleur algérien (septembre 1961) publie « Ratons à part entière de Dunkerque à Tamanrasset » qui relate la « nuit des paras » de Metz où des militaires se sont livrés à une « chasse à l'homme » la nuit du 23 au 24 juillet. Le journal du syndicat messaliste se fait également l'écho d'une autre « ratonnade » survenue le 17 août à Douai.

À la suite de la parution du communiqué de la Préfecture de police de Paris, daté du 5 octobre, instituant un couvre-feu pour les « Français Musulmans d'Algérie », entre 20 h 30 et 5 h 30, Armand Dymenstajn s'indigne dans *Droit et Liberté* (15 octobre-15 novembre 1961) de voir « la discrimination raciale officiellement instituée » : « Pour la première fois dans notre République, des mesures restrictives de liberté sont prises, en dehors de tout texte, visant des citoyens uniquement en raison de leur confession et de leur lieu d'origine. »

La Voix communiste (octobre 1961) publie l'article « Ratonnades à Paris » de Marcel Andrieux qui évoque les violences, tortures et meurtres commis en toute impunité par la police parisienne en septembre. Dans ce journal, E. Hermand se demande même « À quand l'étoile verte ? » :

« On a tendance à oublier, en effet, ce que signifiera pour les Algériens de Paris ce "couvre-feu sans le dire" : plus de cinéma ou de bal le soir, plus de sorties nocturnes avec des camarades, des difficultés très grandes pour les travailleurs qui font équipe. Pour ceux qui ont vécu l'Occupation, cela rappelle fâcheusement l'obligation alors faite aux juifs de n'emprunter que le dernier wagon du métro... »

Ainsi, tous les ingrédients sont réunis pour le massacre d'octobre 1961 – et ses centaines de morts – que déplore, avec un certain désarroi, la presse anti-colonialiste dont les titres sont éloquentes : « Misère de notre impuissance »

dans *Tribune ouvrière* (octobre 1961), « On les a laissés seuls » dans *Pouvoir ouvrier* (octobre 1961), « Hitler vainqueur » dans *Le Monde libertaire* (novembre 1961), « Le sang de nos frères » dans *La Voie communiste* (novembre-décembre 1961)...

Par-delà cette séquence paroxystique, le racisme anti-algérien ne disparaît pas avec la fin de la guerre et de l'indépendance proclamée le 5 juillet 1962. Bien au contraire, les partisans déçus de l'« Algérie française » s'engagent désormais dans la lutte contre la « France algérienne » en faisant du combat contre l'immigration – en particulier celle en provenance de l'ancienne colonie – un axe central de leur intervention. Et ce racisme séculaire se redéploie à l'occasion des guerres israélo-arabes, notamment en juin 1967 avec la Guerre des Six Jours au cours de laquelle une part importante de l'opinion française – judéophile ou judéophobe – semble rejouer la guerre d'Algérie en soutenant de façon inconditionnelle l'armée israélienne, autorisant l'expression d'une hostilité décomplexée à l'encontre des Arabes en France, ainsi que le souligne le quotidien *Combat* (22 juin 1967).

Ainsi, quelques mois après la nationalisation des hydrocarbures en Algérie, Albert Lévy s'inquiète, dans *Droit et Liberté* (juin 1971) d'un « certain climat » marqué par des campagnes de presse, insultes, agressions ou « ratonnades » qui évoquent « les sombres jours de la guerre d'Algérie ». Dans ce même journal, Jacques Desmoulins s'interroge : « Verrons-nous de nouvelles “ratonnades” ? » Car « une campagne anti-algérienne se développe en France » – initiée par les journaux d'extrême droite *Minute* ou *Rivarol* – et on compte les premiers morts. Une liste qui s'allongera.

En juin 1973, les fascistes d'Ordre nouveau lancent une campagne contre l'« immigration sauvage » qui donne lieu à une nouvelle flambée de racisme à travers le pays, de telle sorte que, le 19 septembre, les autorités algériennes décident de suspendre l'émigration vers la France, même si cela ne se traduira guère par l'interruption des flux migratoires – qui, de fait, n'ont jamais cessé.

Cela dit, cette décennie est aussi marquée par des luttes ouvrières et immigrées, menées de façon plus ou moins autonome, qui ne se limitent pas au Mouvement des travailleurs arabes (MTA), fondé en juin 1972, par des militants pro-palestiniens. En effet, nous pourrions mentionner la revue *Al Kadihoun* – de sensibilité marxiste et panarabiste – lancée au même moment, mais aussi *Travailleurs immigrés en lutte* ou *La Voix des travailleurs algériens*, créés en 1976, ainsi que d'autres initiatives de l'opposition algérienne de gauche établie en France et, par conséquent, sensible à la question du racisme, comme l'illustre l'article « Racisme et antiracisme à Montbéliard » (*La Voix des travailleurs algériens*, avril 1979). Pourtant, cette période marque la fin d'un cycle organisationnel. Le reflux des groupes se réclamant du marxisme-léninisme coïncide avec la révolution iranienne, qui offre une nouvelle utopie – certes réactionnaire – et galvanise les mouvements se réclamant de l'islam politique dans le monde arabe et ses diasporas. Par ailleurs, en France, tandis que les émeutes urbaines soulèvent le problème de la ségrégation sociale, les enfants de l'immigration – notamment algérienne –, s'affirment dans l'espace public. Ceux qu'on appelle les « Beurs » deviennent la cible des conservateurs, mais nourrissent l'espoir des progressistes, ainsi que l'atteste leur participation à la première Marche pour l'égalité et contre le racisme en 1983. Cet événement, dont il convient de souligner l'importance politique et symbolique, est parfois présenté – hâtive-

ment – comme étant la « première marche antiraciste en France », ce qui revient à oublier le caractère authentiquement antiraciste de la manifestation du 17 octobre 1961 au cours de laquelle la dignité des prolétaires algériens, attachés au pacifisme, contrasta singulièrement avec la sauvagerie des forces de l'ordre. C'est d'ailleurs ce que mettait en évidence Robert Misrahi (1926-2023) dans l'article « Les juifs contre le racisme antimusulman » paru dans *Droit et Liberté* (15 décembre 1961-15 janvier 1962) :

« La lutte pour la paix en Algérie et l'indépendance algérienne – pouvait-on y lire – est, plus profondément, une lutte contre le racisme et pour la dignité ; la dignité que les Français, non les Algériens, ont perdue, et qu'il est grand temps qu'ils retrouvent en libérant les Algériens. »

C'est aussi ce concept que reprend Catherine Rivier dans son article « La leçon du 17 octobre » paru dans *La Voie communiste* (novembre-décembre 1961) :

« Car ou bien le mot dignité ne signifie rien, ou bien il s'applique au manifestant algérien, son seul habitat fût-il un bidonville de Nanterre, au militant emprisonné, et non aux braves gens qui regardaient la télévision le soir du 17 octobre. »

Il y a dans ces propos une forme de lucidité qui doit nous servir de boussole politique et morale en ces temps troublés. En effet, si la fascisation à laquelle on assiste en France – et qui se traduit par le recul des libertés démocratiques et la stigmatisation des indésirables – relève d'un phénomène global, il prend ici des formes particulières. Cela tient à son histoire, à sa géographie, au droit, à sa démographie, mais aussi au fait que la question algérienne y est toujours centrale – rappelons que les ressortissants algériens forment la première communauté d'étrangers en France. Le racisme anti-algérien y persiste donc, malgré le déni et en dépit de ses mutations, et y trouve encore des relais jusqu'aux plus hauts sommets de l'État ainsi que l'atteste la « crise » actuelle.

Et pourtant, il faut rester digne, à l'image des manifestants de 1961 – songeons à la détermination des femmes qui, par centaines, protestèrent le 19 octobre –, et maintenir le cap de l'égalité, à l'instar des marcheurs de 1983. Car il ne s'agit pas de céder au désespoir ou de rester prisonniers d'une histoire traumatique. Il n'y a pas de fatalité. C'est donc avec optimisme – et détermination – qu'il nous faut lutter non seulement contre le racisme, mais aussi contre tout ce qui l'entretient.

Nedjib SIDI MOUSSA

– À *contretemps* / Odradek / novembre 2025 –
[<http://acontretemps.org/spip.php?article1136>]